

## ***PROGRAMME DU CONSEIL NATIONAL DE TRANSITION***

- Puisqu'il ne s'agit pas d'un gouvernement, mais d'une transition, toutes les modalités de celle-ci doivent être connues à l'avance :

- **Qui en seront les acteurs ?**
- **A quels changements immédiats faut-il s'attendre ?**
- **Quel sera le gouvernement après cette transition ?**

Les pages suivantes offrent ces réponses, toutes placées sous le signe d'une philosophie contraire à celle des politiciens :

- **Rendre impossible toute forme de corruption**
- **Toutes les actions doivent se concentrer sur le « Bien Commun ».**
- **L'ensemble du peuple reste toujours le principal décisionnaire.**

Comme indiqué, avec tous les détails sur le site officiel du Conseil National de Transition ([conseilnational.fr](http://conseilnational.fr)), les acteurs seront tous de simples citoyens, en nombre suffisant pour constituer une vraie représentation du peuple français. Ils seront organisés pour n'avoir aucun autre objectif que le « bien commun » et structurés pour qu'aucune forme de corruption ne soit possible.

Les politiciens sont actuellement plus de 4.000 pour gérer le pays. 2.000 seraient largement suffisants comme l'indiquent les comparaisons avec d'autres pays, souvent plus peuplés. C'est donc environ 2.000 citoyens qui les remplaceront.

Parmi eux, plus de 300 sont déjà les principaux acteurs du Conseil National et sont donc particulièrement informés de la situation réelle de la France, et c'est là le plus important aujourd'hui : quelles que soient les compétences d'une personne, si elle ne dispose pas d'informations sûres et avérées, comment pourrait-elle élaborer une juste réflexion ?

Ensuite, environ quatre cents experts seront invités selon leurs compétences. Ces experts sont désignés et choisis par les citoyens (liste en cours, non exhaustive, disponible sur le site).

Enfin, 1.300 citoyens tirés au sort viendront compléter ce Conseil (ou moins si de nouveaux membres viennent s'y joindre avant sa mise en place).

Le rôle présidentiel (relations internationales, armée et diplomatie) sera assuré par un Conseil de sages d'environ 16 personnes : 8 provenant de l'ensemble du Conseil et choisies par celui-ci et 8 provenant d'institutions fournissant chacune le représentant qu'elle aura choisi : armée, police, justice, douanes, diplomatie, santé, éducation nationale, médias.

**A ce stade, il est important de rappeler que ce Conseil n'est pas un gouvernement mais une solution pour permettre à l'ensemble du peuple de décider du mode de gestion du pays, sans passer par les violences et le chaos qu'entraînerait une révolution.**

### **Mode de fonctionnement**

Plutôt qu'un « ministre » dont parfois l'incompétence est criante et qui n'a pour seul mérite que d'appartenir aux amis de la franc-maçonnerie, ce seront des commissions constituées de citoyens et d'experts qui gèreront les institutions.

Ainsi, par exemple concernant la Santé, une commission sera composée des divers experts concernés (médecins, chirurgiens, infirmiers, biologistes, biochimistes, agriculteurs, gérants d'hôpital, fonctionnaires de la sécurité sociale, dirigeants d'assurance, dirigeants de laboratoire, etc...) soit environ une vingtaine de personnes, auxquelles s'ajouteront une dizaine de membres du Conseil Général, ainsi qu'une dizaine de volontaires tirés au sort parmi les citoyens.

Toutes les institutions seront dirigées par des commissions composées sur ce schéma, rendant impossible toute forme de corruption, et garantissant l'intérêt des Français en priorité. Des commissions de coordinateurs feront les liaisons entre les diverses commissions.

**S'il est besoin de voter une loi**, cela se fera automatiquement **après débat télévisé et référendum** (les moyens techniques actuels permettant de gérer cela avec facilité).

Le but est que cette transition dure le moins longtemps possible et soit remplacée par le mode de gouvernement que le peuple aura décidé de mettre en place. Une structure complète pour élaborer une nouvelle constitution sera créée à cet effet.

## **PROGRAMME PRÉVU**

**Que faut-il pour que l'ensemble d'une population puisse, dans de bonnes conditions, créer une nouvelle forme de gouvernance ?**

- 1) De véritables informations générales (indispensables)
- 2) Connaître la réalité de la situation actuelle (audit)
- 3) Vivre sereinement sans préoccupation économique
- 4) Jouir d'une période de calme social
- 5) Disposer d'une structure permettant à chacun de s'exprimer, de débattre et de participer à l'élaboration du nouveau système qui sera mis en place.

### **Véritables informations générales**

Pour que le peuple de France dispose de véritables informations impartiales et que rien ne lui soit caché, il faut retirer le contrôle actuellement exercé sur tous les médias (8 milliardaires liés à la haute franc-maçonnerie se partagent l'ensemble des médias français, leur intérêt est donc de suivre les directives du club Bilderberg\* pour faire élire l'un ou l'autre, susciter des haines ou orienter la pensée publique, etc., la manipulation de l'opinion publique étant leur objectif constant).

Par l'abolition de la République, la franc-maçonnerie\* perd son pouvoir de contrôle absolu. Il ne reste qu'à nationaliser l'une des principales chaînes de TV et d'en remettre la gestion à une commission citoyenne. Cette nationalisation devra être effective dès les jours suivants l'entrée en fonction du CNTF. La réalité physique sera assurée par les forces de l'ordre, la paperasserie suivra à son rythme.

### **Connaître la réalité de la situation actuelle**

Hormis les grosses escroqueries nationales des banques, laboratoires pharmaceutiques et multinationales dont sont complices la plupart des politiciens, la franc-maçonnerie a peu à peu mis en place un système de pillage permanent du pays afin d'enrichir et fidéliser ses membres.

En dehors de ce qui est visible par tous et constaté par de nombreux investigateurs, tels que les ronds-points abusifs, les déviations et tracés de routes « étranges », les dos-d'âne, ponts et tunnels inutiles, transmissions aux sociétés privées de services publics, organismes fictifs, etc., il existe une autre forme plus discrète de pillage : les associations et organismes para-publics.

Par leurs lois, les politiciens sont seuls décideurs de l'emploi des fonds publics... Et donc des subventions ! Ainsi sur tout le territoire français, ce sont des dizaines de milliers d'associations « à but non lucratif » qui reçoivent des fonds importants. Certaines servent directement un parti politique ou un autre, mais le plus grand nombre ne sert qu'à collecter abusivement l'argent du contribuable. Ce montage est le cadeau fait, le plus souvent, à la petite franc-maçonnerie pour permettre à chaque élu de créer une association sous un prête-nom (membre de la famille, ami, complice de la loge...) à laquelle il attribuera des fonds, en la reconnaissant « d'utilité publique » par exemple.

*Si l'on considère aussi tous les organismes officiels qui offrent des emplois fictifs, tous les fonctionnaires payés mais sans emploi (préfets), et la gabegie généralisée de certaines institutions, ceux qui ont tenté de chiffrer ces escroqueries et gaspillages sont rapidement parvenus à plusieurs milliards d'euros chaque année.*

*Afin que le citoyen français sache ce qu'il en est réellement, il faut réaliser un audit complet de toutes les institutions nationales et de tous les organismes profiteurs. Cet audit, aussi physique que comptable, nécessitera des centaines de milliers d'individus sans compétences particulières.*

*De petits groupes associant juges, forces de l'ordre et simples citoyens devront agir sur tout le territoire pour qu'on y voie enfin clair et que cessent la gabegie administrative et ces arnaques.*

### **Vivre sereinement sans préoccupation économique**

*Dans les ouvrages « Démosophie » et « Rendez-vous » est expliquée en détail la nécessité d'établir un système de « Ressource universelle ». De nombreux philosophes, mais aussi des économistes, financiers, penseurs...ont confirmé l'obligation pour la société humaine de s'adapter aux avancées technologiques en créant une ressource universelle garantissant à chacun le minimum nécessaire à une vie décente, quelle que soit sa situation professionnelle.*

*L'évidence absolue est qu'à partir du moment où l'on peut remplacer l'homme par une machine, cela permet à l'homme de se libérer d'un travail contraignant, mais à condition, et seulement à condition, qu'il en perçoive toujours les bénéfices !*

*En niant cette évidence, ceux qui manipulent cette main-d'œuvre ont encaissé le salaire de ceux que la machine a remplacés, et les dirigeants nationaux ont tout fait pour favoriser cette situation, créant au cours des dernières décennies des écarts sociaux sans précédent historique, écarts qui font disparaître la classe moyenne, augmentent la précarité et privilégient une classe de plus en plus réduite d'individus qui accumulent des richesses qu'ils ne seront pas en mesure d'épuiser de leur vivant. Une négation totale de la logique !*

*S'il est juste que chacun soit récompensé socialement selon ses capacités, ses efforts, ses idées ou ses ambitions, en revanche, que des milliers subissent les souffrances de la pauvreté pour le bénéfice d'un seul est inacceptable. Qu'on en soit arrivé à ce que 1 % de la planète possède autant que les 99 % restants est tout simplement absurde !*

*Pour revenir progressivement à une situation plus normale, il faut rétablir la classe moyenne, permettre d'entreprendre, d'innover, et de répondre aux exigences de la planète concernant notre population, les matières premières et nos déchets. Et rien de bien ne se fera sans définir d'abord une véritable éthique.*

*Le point de départ est donc l'établissement de cette ressource universelle que les économistes calculent actuellement entre 2 et 3.000 euros par personne pour la France. Par mesure de sécurité, ce Conseil limitera cette ressource à 1.500 euros mensuels pour commencer.*

*Cette somme, attribuée à chaque Français en activité ou non, pourra être financée par divers moyens, comme la taxation électronique sur toutes les transactions bancaires ou la TVA flexible\*, mais il faut être bien conscient que cette somme est déjà disponible : elle est bien inférieure à ce que nous coûtent les escroqueries des politiciens. Par ailleurs, ceux-ci dépensent plus pour maintenir le chômage et la précarité sociale qui leur permet de garder sous pression le peuple ! La seule disparition de la CAF, de Pôle emploi, et de toutes les caisses et organismes gravitant autour de ces derniers, suffirait à financer cette Ressource en permettant à tous les Français de disposer d'une sécurité sociale à 100 % sans condition !*

*En dehors du fait que cette mesure relancera immédiatement l'économie et permettra `la France de se relever, une autre conséquence plus inattendue est à prévoir : cette mesure*

revalorisera le travail ! En effet, le travail déplaisant, c'est celui qui est accompli par force, par obligation de survie économique, et c'est aujourd'hui 90 % de la population qui est soumise à ce régime. Cette « ressource universelle » changera toutes les données et permettra à chacun de gérer sa vie professionnelle selon ses goûts, aptitudes ou opportunités.

Bien entendu, pour disposer de l'indépendance nécessaire à cette mise en place, le pays doit retrouver son droit à la création monétaire. Là encore, la nationalisation des principales banques est indispensable et doit être concrète dès la mise en place de ce Conseil. C'est pourquoi toutes les forces de l'ordre françaises doivent participer à ce sauvetage de notre pays en assurant la sécurité de ceux qui seront chargés des réalisations nécessaires.

Enfin, le système de la TVA flexible ajouté à cette Ressource universelle, permettra de gérer en temps réel l'ensemble des finances de l'Etat tout en faisant disparaître la plupart des impôts et taxes actuels.

### **Jouir d'une période de calme social**

Pour que les Français puissent prendre le temps de la réflexion, de se documenter sérieusement, de participer à des débats et rédiger un nouveau mode de gestion du pays, il leur faut retrouver leur sérénité. Comment réfléchir et avancer lorsqu'on est sous pression constante ? Je pars visiter de la famille mais mon appartement ne sera-t-il pas cambriolé durant mon absence ? J'emmène mes enfants à l'école, seront-ils bien traités ? Je ne veux pas les faire vacciner, comment les inscrire à la crèche ? Je veux les faire vacciner, quels effets secondaires vont-ils subir ? Je rentre tard par les transports en commun, ne va-t-il rien m'arriver ? Pôle emploi (ou la CAF) a encore exigé de moi de nouveaux documents, est-ce un prétexte pour retarder ou annuler mes prestations de survie ? Etc. etc.

Fins de mois difficiles, inquiétudes pour ses proches, pour ses biens, pour ses droits, tracasseries administratives... la liste est longue des soucis permanents et des raisons de s'inquiéter ! La pression des pouvoirs publics est constante, renforcée par celle d'une délinquance qui ne cesse d'augmenter et de s'aggraver !

Dès la mise en place du Conseil de Transition et de la Ressource universelle, tout cela disparaît :

Le CNTF se compose de simples citoyens qui connaissent ces tracasseries permanentes et n'ont aucun intérêt à les maintenir car ils n'en tirent aucun profit, contrairement aux politiciens.

La pauvreté étant à l'origine de 99 % de la délinquance, qui va risquer de perdre sa ressource universelle de 1.500 euros mensuels pour un profit minime ?

### **Disposer d'une structure**

Pour mener à bien sa tâche, ce Conseil aura dû nationaliser des banques et recréer une monnaie française, nationaliser une chaîne de TV, abolir la république et les partis politiques et lancer un audit profond de l'Etat.

Ce travail titanesque exige aussi une position officielle déclarée au monde : afin de laisser les citoyens décider eux-mêmes, ce Conseil déclarera simplement « la suspension » de tous les accords pris par les félons ayant trahi la France, accords automatiquement illégaux puisque pris par des autorités non légitimes ; suspension vis-à-vis de l'Europe, de l'Euro, de l'OTAN... jusqu'à ce que les Français aient décidé par eux-mêmes.

Pour cela, il faut que tous les citoyens de France disposent d'une structure et d'une organisation pour établir les nouvelles règles qui régiront la société. Et il faut que toutes les forces armées garantissent et protègent ce droit des citoyens.

Si l'organisation pour les jeunes est facile grâce au cadre scolaire ou universitaire, pour les autres ce sera aussi simple : partout en France il existe de multiples salles de Mairie qu'il est

facile de mettre à la disposition des citoyens une fois par semaine pour que tous ceux qui veulent participer à l'élaboration d'une nouvelle constitution puissent s'y réunir et débattre.

Lorsque tout un peuple se met tranquillement à réfléchir sur la meilleure façon de vivre ensemble, tout devient aussi facile que logique : justice, forces armées, santé, instruction publique, etc. TOUT découlera naturellement de la volonté de tous.

Il ne viendrait à personne l'idée de créer des lois avant de déterminer l'éthique qui déterminera les lois ! Aussi, est-ce en repartant de la « Déclaration des Droits de l'Homme et du Citoyen » que s'élaboreront d'abord des « droits humains naturels » à partir desquels cette déclaration sera actualisée et servira à élaborer une constitution ; les moyens techniques actuels permettant qu'une idée émise durant une réunion à Perpignan soit transmise aussitôt à Lille, l'organisation ne sera qu'un jeu pour les informaticiens qui s'en chargeront.

Ainsi, la structure nationale pour construire une nouvelle société n'écartera personne, tout le monde pourra participer à la construction de cette nouvelle société, et le meilleur jaillira de partout !

Le CNTF n'aura pas à intervenir autrement qu'en facilitant la mise à disposition des locaux et en mettant en place la structure informatique permettant à tous les citoyens d'œuvrer en commun.

## **IMAGINEZ**

- Qu'à partir du mois prochain chaque personne recevra 1.500 euros tous les mois au titre de Ressource universelle, sans condition. Cela fera disparaître chômage et précarité, mais aussi toute la petite délinquance, et relancera rapidement l'économie du pays : en peu de temps de multiples entreprises fleuriront, créant de l'emploi, et permettant à la France de se remettre à produire, à exporter.

- Que TOUS les politiciens, députés, sénateurs, ministres, etc. soient suspendus de toute fonction et ne bénéficient plus des privilèges exorbitants qui sont les leurs aujourd'hui.

- Que tous les partis politiques disparaissent et laissent place à une seule gouvernance : celle de tous les citoyens de France.

- Que les troupes de l'armée française, d'Irak, d'Afghanistan, de Syrie, d'Afrique, d'Ukraine, etc. soient rappelées au service de la France et qu'elles participent à sécuriser tout le pays par la gestion des douanes et de l'immigration.

- Qu'une chaîne de TV offre des informations sûres à 100 % garanties par des journalistes libres et des commissions citoyennes de contrôle et que des mesures soient prises pour permettre au public la vérité sur toutes les affaires enterrées (Coluche, Boulin, Bérégoovoy, etc.).

- Que toutes les affaires financières des 40 dernières années, comme celles sur les vaccins et médicaments, soient mises au jour, sans que plus aucune ingérence ne soit possible.

- Qu'une TVA flexible puisse faire baisser le prix des aliments naturels et augmenter ceux des aliments nocifs, baisser le prix des boissons en bouteilles de verre et augmenter celui de celles en plastique, commençant ainsi à nettoyer notre planète de ces déchets pétroliers et autres.

- Que les OGM soient obligatoirement étiquetés, interdits de culture et fortement taxés à l'importation (règles de la TVA flexible).

- Que nos frontières ne laissent plus entrer les terroristes.

- Que plus aucune loi ne soit promulguée sans avoir fait l'objet d'une concertation de tous les citoyens et adoptée à une grande majorité par ceux-ci.

- Que tous les brevets délibérément mis en sommeil soient exploités et qu'ainsi, les sources d'énergie puissent devenir aussi propres que peu coûteuses.

- Qu'une vraie justice soit enfin établie.

- Que l'enfance soit sacrée, parfaitement protégée et reçoive une Instruction publique dont le rôle prioritaire serait de permettre l'épanouissement de chacun et un vécu heureux de cette période scolaire.

- Etc. etc. etc.

**En résumé, rétablir le bon sens, la logique, la compétence pour restituer leur sens aux mots liberté, égalité, fraternité, rendra à chacun la fierté d'être Français(e) et donc précurseur d'une nouvelle société humaine que tous les autres peuples voudront adopter comme ils l'avaient fait lors de la « Déclaration des Droits de l'Homme et du Citoyen » créée par nos aïeux.**

### **Un rêve ? Une imagination débordante ? Une utopie ?**

**Comme ces pages viennent de le démontrer, cela devrait déjà être notre quotidien ! C'est la réalité de notre pays, une réalité dont nous sommes privés parce quelques-uns s'accaparent tout et n'œuvrent que pour le profit d'entités étrangères.**

Plus encore qu'une réalité à portée de main : c'est une absolue nécessité pour la civilisation humaine car la voie actuelle menée par des politiciens dépassés et manifestement incompétents, simples marionnettes d'un programme, conduit inexorablement à une guerre mondiale qui risque fort d'être la dernière.

**Que notre peuple commence, et tous les peuples du monde suivront ! Alors les budgets concerneront plus le bien-être des populations que les bénéfices des fabricants d'armes !**

Le programme décrit ici n'est pas une promesse en échange d'un vote ! C'est le résultat du travail de plusieurs années d'économistes, de philosophes, de juristes et de nombreux citoyens ayant découvert les vérités cachées de notre monde.

Par ailleurs, aucun membre du CNT ne se présente à une quelconque élection ! Et n'importe quel citoyen français peut participer au groupe de ces dirigeants qui n'ont pas d'autre ambition que la restauration de l'état de Droit, à commencer par **un peuple de France véritable Souverain chez lui !**

L'engagement de ces centaines de citoyens ayant travaillé à l'élaboration de ce programme est simple : suivre rigoureusement celui-ci, et cela suffit :

- Aucune corruption possible !
- Un peuple définitivement Souverain !
- Des lois exclusivement votées par le peuple !
- Des forces de l'ordre au service du peuple, instituées pour l'avantage de tous, et non pour l'utilité particulière de ceux auxquels elle est confiée (article 12 de la DDHC) !
- Des opposants politiques qui n'ont pas besoin de « partis » et ne peuvent s'en enrichir, puisqu'ils pourront participer au même titre que tous aux décisions concernant notre pays !
- Et finalement, un nouveau système de gestion de la France se mettra en place qui sera celui décidé par l'ensemble de la population.

**Tout est prêt** : les centaines d'acteurs de ce Conseil sont prêts à tout moment à assumer leurs fonctions et donc ce programme.

*La condition de sa réussite est de parvenir à convaincre les forces de l'ordre à revenir dans le cadre légal en abandonnant son allégeance à la mafia ayant usurpé le pouvoir. Pour cela un ordre d'arrestation a été émis le 10 juin 2016, en lecture publique par ce Conseil ; dès son exécution ce Conseil pourra prendre ses fonctions et une ère nouvelle s'ouvrira pour tous !*

## **UN MOMENT UNIQUE DANS UNE VIE**

*Bien sûr, il est plus facile d'être soumis, de laisser d'autres décider de notre vie, de notre avenir et de celui de nos proches, mais si l'avenir qu'ils nous offrent ne nous promet que des souffrances, n'est-il pas temps de prendre nous-mêmes celui-ci en mains ?*

*Devons-nous décider tous ensemble de nos règles de vie communes (CNTF), ou devons-nous choisir une personne et lui donner le pouvoir d'être seul à décider pour tous (République) ?*

*Alors que plusieurs affrontements ont commencé en mer de Chine et que la Corée du Nord pourrait servir de prétexte à une guerre générale, que les Américains amassent les troupes de l'OTAN pour encercler la Russie, devons-nous passivement accepter le chaos vers lequel nous conduisent nos politiciens ?*

*Alors qu'une immigration est orchestrée pour conduire les pays d'Europe à des guerres civiles que chacun sent déjà proches, devons-nous subir les conséquences des erreurs de nos politiciens ?*

*Alors qu'une tendance générale à l'abâtissement de nos enfants s'effectue au travers de l'Education nationale, devons-nous nous résigner à les condamner à une vie sociale inférieure à leurs véritables capacités ?*

*Alors que l'ONU vient de préparer le texte légalisant la pédophilie, texte qui sera bientôt en vigueur dans notre pays, devons-nous renoncer à toutes les valeurs morales et éthiques que des générations nous ont transmises ?*

*La liste serait longue.... Mais se résume concrètement en peu de mots :*

**Acceptons-nous de confier notre sort à des gens qui ont démontré suivre un plan global de mondialisation détruisant nos Valeurs, nos Droits, notre Nation ?**

*Si nous conservons la République, donc les politiciens et la corruption, ils suivront ce programme jusqu'au bout car c'est leur intérêt personnel : ils tirent leur richesse de notre pauvreté, leurs privilèges de notre oubli des lois, leur Pouvoir de notre renoncement à nos Droits...*

*Mais si nous relevons la tête et prenons en mains la gestion de notre pays, alors nous créerons nous-mêmes le futur, et de nombreux autres peuples nous suivront rapidement, changeant les données de l'échiquier mondial et remettant en question les principes des guerres, du surarmement, de l'exploitation de la planète et de ses habitants !*

*Voilà ce qu'offre à chacun ce Conseil National de Transition :*

*Le Pouvoir d'un peuple de décider lui-même de son mode de gouvernance dans les meilleures conditions : redressement immédiat de l'économie et conséquemment baisse notable de la délinquance, droit à l'information vraie pour tous, réhabilitation des valeurs de la France et protection de son patrimoine, restauration de la justice et de l'éthique.*

## **VOUS !**

*Allez-vous faire semblant d'ignorer ce qui se passe ?*

*Tirez-vous profit de la corruption des politiciens et souhaitez-vous maintenir leur système ?*

*Voulez-vous ne jamais choisir et laissez les autres décider de votre avenir et de celui de vos proches, vous rangeant seulement au dernier moment du côté le plus fort ?*

*Malgré toutes les évidences, vous pensez encore que l'un des politiciens pourrait être honnête dans ses promesses ? (Si un politicien était intègre, il aurait déjà rejoint ce Conseil !).*

## **OU**

***Allez-vous participer à la réhabilitation de l'Humain et de ses Droits en rejoignant ces citoyens français qui ont décidé de devenir responsables de leur destin et de rétablir les Droits de l'Homme bafoués ?***

*Nous ne sommes tous que de simples citoyens et ne bénéficions que de nos propres ressources, or des moyens économiques sont indispensables pour payer les imprimeurs, les équipements nécessaires, organiser les réunions et conférences, etc.*

*Le CNTF est financé par ces livrets-programme, les cartes de membre, et les cotisations, si vous décidez de vous y joindre, vous le pouvez de différentes façons:*

*« **SYMPATHISER** », dans ce cas votre soutien sera essentiellement économique (à partir de 10 euros). En qualité de « membre sympathisant », vous recevrez régulièrement la newsletter du CNTF vous informant des progrès réalisés, et pourrez, si vous le souhaitez, vous inscrire sur la liste d'où seront tirés au sort les membres qui compléteront ce Conseil lors de sa prise de fonctions. Bien sûr, vous pouvez aussi acquérir la carte de membre si vous le souhaitez.*

*« **MILITER** », en devenant « membre actif » (cotisation à partir de 37 euros) et participer directement à toutes nos actions de distributions de tracts, d'affichages, de réunions et de diffusion des livrets-programme. Vous recevrez la newsletter, pourrez vous inscrire sur la liste et, si vous disposez du temps nécessaire, devenir « référent » d'une région. C'est-à-dire être l'organisateur des membres de votre région pour les réunions et l'organisation des conférences. En qualité de membre actif, vous recevrez en retour de votre inscription votre carte de membre ainsi que le livret-programme.*

*« **DIRIGER** », en participant conjointement à l'élaboration de l'organisation, des stratégies et des documents. Cette participation requiert des conditions particulières qui seront envoyées personnellement à ceux qui en manifesteront le désir.*

*Dans tous les cas, là où toutes les explications figurent et où tout commence, c'est sur [www.conseilnational.fr](http://www.conseilnational.fr)*